



1^{er} mai :

NON à la Constitution ! OUI aux revendications et à l'Europe des travailleurs !

Cette année, le 1^{er} mai prend à nouveau une signification particulière.

Il conjuguera la re-mobilisation sociale pour imposer les revendications des salariés et le mouvement populaire pour rejeter la constitution libérale. Et l'un ne va pas sans l'autre. Car si le NON monte dans les sondages depuis début mars, c'est qu'il prend sa force dans la participation de plus d'un million de salariés à la Journée du 10 Mars, dans les grèves pour les salaires, dans la mobilisation des lycéens. C'est le résultat d'un large mécontentement contre la politique du patronat et du gouvernement, qui suppriment des emplois, refusent des augmentations de salaires et détruisent les services publics. Et ils en rajoutent.

Le patron de Carrefour est « remercié » avec 34 millions d'euros d'indemnité de licenciement ! 2 514 années de SMIC ! Un scandale alors que la direction de Carrefour refuse les revendications de ses salariés.

Quant au gouvernement, il décide de nous faire travailler gratuitement le lundi de Pentecôte !

ON A RAISON DE SE REVOLTER !

Les luttes sociales, comme le vote Non au prochain référendum, participent d'un même mouvement : le rejet du libéralisme, le rejet des politiques d'austérité budgétaire et salariale, des politiques de restructuration et de suppression de milliers d'emplois, appliquées depuis plus de vingt années par des gouvernements de gauche comme de droite.

Bref, un profond ras-le-bol.

Le Non, s'il était majoritaire, serait non seulement un coup porté à leur construction libérale de l'Europe,

il serait aussi un encouragement à la mobilisation pour se défaire de Chirac et de son gouvernement et pour imposer les revendications du monde du travail. Le Non sera une première étape. Mais pour obtenir satisfaction, il faudra un nouveau mai 1968 !

POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES !

Un Non majoritaire, ici, lors du référendum, du 29 mai, serait contagieux. Déjà il se profile aux Pays-Bas. Demain, ce sont tous les peuples d'Europe qui peuvent se sentir motivés par un NON majoritaire en France. C'est possible parce que le sens profond du rejet de la Constitution n'est ni anti-turc, ni nationaliste, ni anti-européen. Notre Non à la Constitution est porteur d'espoir.

Il permettrait un nouveau départ pour une autre Europe sociale et démocratique. Il dessine une Europe où les peuples décideraient vraiment de leur sort en se donnant de nouvelles institutions. Une Europe où l'harmonisation des droits sociaux et du SMIC se ferait par le haut, où les licenciements seraient hors-la-loi, en premier lieu dans les entreprises qui font des bénéfices, où la priorité serait donnée aux services publics et où les privatisations seraient défaites.

Dans cette Europe, le patronat serait privé de son pouvoir absolu sur l'économie et sur nos vies, les richesses créées serviraient d'abord et avant tout à satisfaire les besoins sociaux du plus grand nombre.

Le 25 avril 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :